

Brochure n° 3218

Convention collective nationale

IDCC : 1261. – **CENTRES SOCIAUX
ET SOCIOCULTURELS**

(8^e édition. – Novembre 2004)

**AVENANT N° 2-06 DU 2 MARS 2006
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

NOR : *ASET0650619M*

IDCC : *1261*

Entre :

La SNAEC SO,

D'une part, et

La fédération nationale des syndicats du spectacle de l'audiovisuel et de l'action culturelle USPAOC-CGT ;

La fédération santé et sociaux CFTC ;

La fédération nationale de l'action sociale CGT-FO ;

La fédération française de l'action sociale et de la santé CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La convention collective nationale du 4 juin 1983 intègre un accord de branche « Formation » dont les dispositions complètent le chapitre VIII et constituent l'annexe II de la convention collective. Cet accord de branche « Formation » a été signé le 14 janvier 2005.

I. – Suite à l'arrêté d'extension du 2 août 2005 de l'accord de branche « Formation » signé le 14 janvier 2005 et publié au *Journal officiel* du 12 août 2005, et suite à 3 exclusions, les partenaires sociaux conviennent d'apporter des modifications aux articles 2.2 du chapitre VIII, 3.1.1 de l'annexe II et 3.2.3 de l'annexe II.

II. – Par application de l'ordonnance n° 2005-895 du 2 août 2005 relative au relèvement de certains seuils de prélèvements obligatoires, les partenaires sociaux conviennent de modifier les articles 2.3 et 2.4 du chapitre VIII.

III. – Conformément aux orientations de la branche souhaitant promouvoir les contrats et les périodes de professionnalisation, des modifications sont apportées aux articles 1.3, 1.5 et 2 de l'annexe II.

IV. – Pour compléter l'accord de branche sur le DIF, notamment en matière d'articulation avec le plan de formation et en matière de « transférabilité », des modifications sont apportées à l'article 3.1 de l'annexe II.

En conséquence de quoi, le présent avenant modifie ou complète l'accord de branche « Formation ». Cet avenant comporte quatre parties :

Première partie

I.1. L'article 2.2 du chapitre VIII est modifié de la façon suivante. Il annule et remplace le précédent.

« 2.2. OPCA.

Habitat Formation est l'organisme paritaire collecteur agréé de la branche. Tous les employeurs de la branche y effectuent le versement de leur contribution conformément aux taux précisés aux articles 2.3 et 2.4, dans le respect de l'article R. 964-13 du code du travail. »

I.2. L'article 3.1.1 de l'annexe II est modifié de la façon suivante. Il annule et remplace le précédent.

« 3.1.1. CDI.

Tout salarié sous contrat à durée indéterminée, à temps plein, bénéficie chaque année d'un droit individuel à la formation d'une durée de 20 heures cumulables pendant 6 ans. Pour l'année 2004, ce droit est de 20 heures.

Pour les salariés à temps partiel et pour les salariés dont la durée du travail effectif est inférieure à 12 mois au cours de l'année civile, cette durée est calculée *pro rata temporis*. Les droits acquis au titre du DIF sont cumulables à concurrence d'un plafond de 120 heures, dans le respect de l'article L. 933-2 du code du travail.

Chaque salarié est informé par écrit annuellement du total des droits acquis au titre du droit individuel à la formation. »

I.3. L'article 3.2.3 de l'annexe II est modifié de la façon suivante. Il annule et remplace le précédent.

« 3.2.3. Financement.

Les dépenses afférentes aux DIF prioritaires (frais de formation et d'accompagnement, ainsi que les éventuels frais de transport, d'hébergement et de repas correspondant aux droits ouverts au titre du DIF prioritaire) relèvent de la prise en charge de l'OPCA au titre de la professionnalisation. L'allocation de formation relève de la prise en charge au titre du plan de formation. »

Deuxième partie

II.1. L'article 2.3 du chapitre VIII est modifié de la façon suivante. Il annule et remplace le précédent.

« 2.3. Employeurs de 20 salariés et plus.

Dans le cadre de l'obligation définie aux articles 2.1 et 2.2, les employeurs occupant 20 salariés et plus tels que définis par la loi doivent consacrer :

- 0,5 % au titre de la professionnalisation ;
- 0,2 % au titre du congé individuel de formation.

Le solde de l'obligation prévue à l'article 2.1 est consacré au plan de formation, dont 0,2 % dévolus au développement de la formation professionnelle. Est laissé à la libre disposition de l'employeur 0,1 %. »

II.2. L'article 2.4 du chapitre VIII est modifié de la façon suivante. Il annule et remplace le précédent.

« 2.4. Employeurs de moins de 20 salariés.

Dans le cadre de l'obligation définie aux articles 2.1 et 2.2, les employeurs occupant moins de 20 salariés doivent consacrer :

- 0,15 % au titre de la professionnalisation.

Le solde de l'obligation prévue à l'article 2.1 est consacré au plan de formation, dont 0,20 % dévolus au développement de la formation professionnelle. »

Troisième partie

III.1. L'article 1.3 de l'annexe II est ainsi modifié. Cette modification annule et remplace l'ancienne disposition.

Au 3^e paragraphe de l'article 1.3 de l'annexe II, remplacer « 40 % » par « 50 % ».

III.2. Le premier paragraphe de l'article 1.5 de l'annexe II est ainsi modifié. Il annule et remplace le précédent.

« La prise en charge par l'OPCA des coûts liés à la mise en œuvre des contrats de professionnalisation se fait sur la base d'un forfait horaire. Ce montant est de 12 € (TTC).

Ce montant est porté à 20 € (TTC) pour les salariés exerçant ou appelés à exercer une activité, dans les domaines de l'accueil, l'animation, la petite enfance, l'administration ou la gestion, dès lors que la formation vise :

- soit l'obtention d'une certification professionnelle de niveau 3, 4 et 5, inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ;
- soit une qualification reconnue dans les classifications de la convention collective. »

III.3. Un nouveau paragraphe est ajouté à la suite du 4^e paragraphe de l'article 2 de l'annexe II. L'article est ainsi rédigé.

« Ce montant peut être porté à 20 € (TTC) pour les salariés insuffisamment qualifiés dès lors que la formation :

- vise l'obtention d'une certification professionnelle inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ;
- ou vise une qualification reconnue dans les classifications de la convention collective ;
- ou figure sur la liste révisable annuellement, établie par la CPNEF de la branche. »

Quatrième partie

IV.1. Un paragraphe nouveau est ajouté après le 1^{er} paragraphe de l'article 3.1 de l'article 3 de l'annexe II. Il est ainsi rédigé :

« L'action réalisée dans le cadre du DIF peut relever d'actions de formation proposées dans le cadre du plan de formation de l'entreprise (à l'exclusion des formations d'adaptation au poste de travail) et/ou entrer dans le cadre des périodes de professionnalisation. Pour faciliter cette articulation, il est conseillé aux salariés et aux entreprises de synchroniser les demandes individuelles au titre du DIF avec la période d'élaboration du plan de formation. »

IV.2. Le dernier paragraphe de l'article 3.1 de l'annexe II est ainsi rédigé. Il annule et remplace le précédent.

« En cas de changement d'entreprise relevant de la convention collective nationale, le DIF est intégralement transférable dans le champ de la convention collective nationale du 4 juin 1983.

Le salarié pourra, s'il n'a pas atteint le plafond de 120 heures, continuer à acquérir des droits chez le nouvel employeur. Les coûts afférents aux heures de formation transférées dans le cadre du présent article seront pris en charge par l'OPCA au titre de la professionnalisation. »

Les signataires demandent l'extension du présent protocole d'accord dans les conditions fixées par l'article L. 133-8 du code du travail.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 2 mars 2006.

(Suivent les signatures.)